

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 05/04/2018

N° : 2018/69

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

Page 3/72

 **Décisions**

Page 73/141

**ARRÊTÉS**

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président honoraire du Sénat  
Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/037/CM**

**Abrogation de l'arrêté n°17/357/CM du 7 décembre 2017 relatif à la délégation de signature de Monsieur Christian Boucherie**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 7 décembre 2017 n° 17/357/CM de délégation de signature à Monsieur Christian Boucherie, chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté n°17/357/CM du 7 décembre 2017 est abrogé.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de cet arrêté.

Fait à Marseille, le 22 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président honoraire du Sénat  
Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/038/CM**

**Abrogation de l'arrêté n°17/321/CM du 27 septembre 2017 relatif à la délégation de signature de Madame Mireille Schembri**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté du 27 septembre 2017 n°17/321/CM de délégation de signature à Madame Mireille Schembri, chargée par intérim de la Direction Générale Adjointe des Ressources Humaines de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté n°17/321/CM du 27 septembre 2017 est abrogé.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de cet arrêté.

Fait à Marseille, le 22 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président honoraire du Sénat  
Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/039/CM**

**Délégation de signature à Monsieur Thierry Pennec, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Stratégie environnementale, Plan climat, Prévention des risques, sports et équipements sportifs, culture et équipements culturels**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté de nomination de Monsieur Thierry Pennec dans le grade d'ingénieur en chef hors classe ;
- L'arrêté n°DRH 2017-2058-CT2 du 19 juillet 2017 portant reclassement indiciaire de Monsieur Thierry Pennec dans le grade de Directeur Général Adjoint des Services de commune de plus de 400.000 habitants ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Délégation est donnée à Monsieur Thierry Pennec, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

**Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018**

## **Ressources humaines**

**Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la stratégie environnementale, Plan climat, Prévention des risques, sports et équipements sportifs, culture et équipements culturels**

### **Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...).

### **Formation des agents :**

- Congés individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congés de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courriers de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un DIF ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, ...) ;
- Etats de service pour inscription à un concours.

### **Accueil de stagiaires :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

### **Evaluation des agents :**

- Signatures des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation) ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels.

### **Maladie, accident :**

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet notamment survenus sur le périmètre du Conseil de territoire (courrier aux assureurs, etc.) ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc...) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude) .

### **Congés / Aménagements d'horaires :**

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congés parental ;

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

#### **Carrière :**

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

#### **Paie :**

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin de changement et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé ;

#### **Procédure disciplinaire :**

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018



**Retraite :**

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

**GPEEC :**

- Convocations des candidats aux emplois aux jurys de recrutement ;
- Courrier de rejet de candidature.

**Protection sociale et santé :**

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

**Frais de déplacement :**

- Ordres de mission permanent avec utilisation du véhicule de service ou de fonction sans frais supplémentaire ;
- Ordres de mission ponctuel sans incidence financière ;
- Remisages à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnements de travail SNCF ;
- Billets annuel.

**Divers :**

- Courriers et arrêtés relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la Direction Générale Adjointe ;

**Marches publics et accords-cadres dans le cadre des compétences exercées par  
la Direction Générale Adjointe  
en charge de la stratégie environnementale, Plan climat, Prévention des risques, sports et  
équipements sportifs, culture et équipements culturels ( non déléguées aux Conseils de  
Territoire)**

1/ Préparation et passation des marchés et accords – cadre inférieurs à 25 000 euros HT :

- Demande de devis ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent < à 25 000 € HT
- Lettres aux candidats en cours de consultation (lettre de réponse aux questions des candidats, information sur les corrections apportées au DCE...) ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers de négociation ;
- Demandes de régularisation des offres ;
- Demandes de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demandes de justification d'une offre anormalement basse ;
- Demandes de maintien de l'offre après expiration du délai de validité des offres ;
- Lettres de demande des pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, avant notification ;
- Lettres de rejet des candidatures et des offres, y compris hors délai ;
- Lettres de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Déclarations sans suite ou d'infructuosité de ces marchés et courriers d'information aux candidats
- Mise au point de ces marchés et accords-cadres ;
- Courriers de notification, pièces contractuelles du marché (AE /cahier des charges /lettre de commande) ;
- Courriers de notification, pièces contractuelles du marché subséquent < 25 000 € HT.

2/ Exécution des marchés et accords - cadres :

- Bons de commande < 25 000 € HT ;
- Commandes UGAP < 90 000 € HT ;
- Ordres de service hors prix nouveaux se rapportant à l'exécution d'un marché ;
- Ordres de service créant des prix nouveaux sur un marché inférieur à 25 000 euros ;
- Avenant à un marché et un accord-cadre < à 25 000 € HT ;
- Courriers de reconduction ou non reconduction des marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT ;
- Actes de sous-traitance (et courrier d'accompagnement) des marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT ;
- Décisions de poursuivre les marchés et accords-cadres d'un montant < à 25 000 € HT ;
- Certificats administratif pour les marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT ;
- Exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession des marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT ;
- Applications de pénalités ;
- Réfactions ;
- Mises en demeure ;
- Décisions relatives à la réception des travaux ou à l'admission des fournitures et services ;
- Factures y compris décompte général pour approbation du service fait ;
- Résiliations des marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT ;
- Décisions d'exécution aux frais et risques pour les marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT.

**Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry Pennec, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Vincent Sename, pour les actes relevant de la Direction de l'Environnement ;
- Monsieur Hervé Liberman, pour les actes relevant de la Direction des Sports ;
- Monsieur Sébastien Lanoye, pour les actes relevant de la Direction Culture.

**Article 3 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président honoraire du Sénat  
Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/040/CM**

**Délégation de signature à Monsieur Laurent Peres, en charge des Ressources Humaines de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté de nomination DRH 2014-795 du 17 avril 2014 de Monsieur Laurent Peres dans le grade d'attaché principal ;
- Le courrier du 7 octobre 2016 du Président de la Métropole nommant Monsieur Laurent Peres, Directeur du Pôle Ressources ;
- Le courrier du 28 juillet 2017 du Président de la Métropole nommant Monsieur Laurent Peres, Directeur Emploi et Compétences.

**ARRETE**

**Article 1 :**

Délégation est donnée à Monsieur Laurent Peres, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans les domaines suivants :

**Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018**

**Ressources humaines**  
**Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de**  
**compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction**  
**Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des Ressources**  
**Humaines**

**Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...).

**Formation des agents :**

- Congés individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congés de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courriers de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un DIF ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, ...) ;
- Etats de service pour inscription à un concours.

**Accueil de stagiaires :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

**Evaluation des agents :**

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation) ;
- Procédures de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels.

**Maladie, accident :**

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet notamment survenus sur le périmètre du Conseil de territoire (courrier aux assureurs, etc.) ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc...) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

**Congés / Aménagements d'horaires :**

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018**

- Courriers et arrêtés de congés parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

#### **Carrière :**

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

#### **Paie :**

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin de changement et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

#### **Procédure disciplinaire :**

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

**Retraite :**

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes,réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

**GPEEC :**

- Convocations des candidats aux emplois aux jurys de recrutement ;
- Courriers de rejet de candidature.

**Protection sociale et santé :**

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

**Frais de déplacement :**

- Ordre de mission permanent avec utilisation du véhicule de service ou de fonction sans frais supplémentaire ;
- Remisages à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnements de travail SNCF ;
- Billets annuel.

**Divers :**

- Courriers et arrêtés relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la Direction Générale Adjointe.

<b>Ressources humaines</b> <b>Pour TOUT le personnel Métropolitain</b>
---

- Bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées sans incidence financière ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

- Courriers de notification de la décision du C.N.F.P.T. et de la Métropole suite aux tests de préformation sans incidence financière ;
- Conventions et courriers d'ouvertures de postes à concours,
- Actes administratifs (courriers de convocations aux Commissions, courriers de notification de la décision de l'autorité – inscription) liés aux demandes d'accès au Droit Individuel à la Formation, à la Validation des Acquis, au Bilan de Compétences et au Congé de Formation Professionnelle sans incidence financière ;
- Cahiers des charges dans le cadre de la mise en place d'actions de formation (C.N.F.P.T. et autres organismes) sans incidence financière ;
- Bulletins aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées au titre du Plan de Formation sans incidence financière ;
- Bulletins d'inscription aux tests de préformation, courriers, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des préparations au concours sans incidence financière ;
- Courriers divers de suivi (report, abandon d'une préformation, notification d'obligation de présence, de radiation) de stages et formations dispensées par le C.N.F.P.T.) sans incidence financière HORS les remises à niveau ayant une incidence financière ;
- Convocations aux formations C.N.F.P.T. organisées sur le périmètre des Conseils de Territoire et/ou de la Métropole.

#### **Mobilité**

- Courriers et arrêtés de changements d'affectation au sein d'un même Conseil de Territoire et/ou entre 2 délégations.

#### **Congés / Aménagements d'horaires :**

- Courriers et arrêtés de mise en congé sans traitement.

#### **Carrière :**

- Convocations aux commissions locales (CT, CHSCT) ;
- Courriers et arrêtés de modification de la quotité de travail d'un temps non complet ;
- Courriers de refus de nomination par voie d'intégration directe ;
- Courriers de refus de demande de nomination suite à réussite à concours ;
- Courriers et arrêtés de refus de titularisation en fin de stage ;
- Courriers et arrêtés de licenciement en cours de stage ;
- Courriers et arrêtés de réintégration ou de renouvellement pour toutes les positions administratives ;
- Courriers et arrêtés de prolongation et de prorogation de stage ;
- Courriers et arrêtés de licenciement ;
- Courriers de refus de renouvellement de contrats pour tous types de recrutement (CDD, CDI..)
- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs ;
- Courriers et arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès (retraite invalidité) ;
- Courriers et arrêtés de vacation ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption ;
- Désignations en cas de grève : service minimum ;
- Lettres de mises en demeures de reprise de fonction ;
- Courriers de notification de fin de contrat.

#### **Paie :**

- Conventions et certificats de paiement dans le cadre du transfert d'un compte Epargne Temps ;
- Bordereaux de cotisations des élus Métropolitains et des conseillers de Territoire (CAREL – FONPEL) ;
- Bordereaux de cotisations des agents (PREFON)
- Indemnités des élus ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018



- Indemnités compensatrice de congés non pris.

**Procédure disciplinaire :**

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire ;
- Courriers et arrêtés relatifs à l'application de sanctions disciplinaires des groupes 2, 3 et 4.

**GPEEC**

- Déclarations de nomination et annulation de déclaration d'emploi.

**Gestion des organisations syndicales**

- Courriers de convocation aux réunions de travail ;
- Refus de congé pour formation syndicale hors délai.

**Marchés publics et accords-cadres  
dans le cadre des compétences exercées  
par la Direction Générale Adjointe  
en charge des Ressources Humaines  
(non déléguées aux Conseils de Territoire)**

1/ Préparation et passation des marchés et accords – cadre inférieurs à 25 000 euros HT :

- Demandes de devis ;
- Lettres de consultation relative à un marché subséquent < à 25 000 € HT
- Lettres aux candidats en cours de consultation (lettre de réponse aux questions des candidats, information sur les corrections apportées au DCE...) ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers de négociation ;
- Demandes de régularisation des offres ;
- Demandes de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demandes de justification d'une offre anormalement basse ;
- Demandes de maintien de l'offre après expiration du délai de validité des offres ;
- Lettres de demande des pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, avant notification ;
- Lettres de rejet des candidatures et des offres, y compris hors délai ;
- Lettres de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Déclarations sans suite ou d'infructuosité de ces marchés et courriers d'information aux candidats
- Mises au point de ces marchés et accords-cadres ;
- Courriers de notification, pièces contractuelles du marché (AE /cahier des charges /lettre de commande) ;
- Courriers de notification, pièces contractuelles du marché subséquent < 25 000 € HT.

2/ Exécution des marchés et accords - cadres :

- Bons de commande < 25 000 € HT ;
- Commandes UGAP < 90 000 € HT ;
- Ordres de service hors prix nouveaux se rapportant à l'exécution d'un marché ;
- Ordres de service créant des prix nouveaux sur un marché inférieur à 25 000 euros ;
- Avenants à un marché et un accord-cadre < à 25 000 € HT ;
- Courriers de reconduction ou non reconduction des marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT ;
- Actes de sous-traitance (et courrier d'accompagnement) des marchés et accords-cadre < à 25 000 € HT ;
- Décisions de poursuivre les marchés et accords-cadres d'un montant < à 25 000 € HT ;
- Certificats administratif pour les marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

- Exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession des marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT ;
- Applications de pénalités ;
- Réfections ;
- Mises en demeure ;
- Décisions relatives à la réception des travaux ou à l'admission des fournitures et services ;
- Factures y compris décompte général pour approbation du service fait ;
- Résiliations des marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT ;
- Décisions d'exécution aux frais et risques pour les marchés et accords-cadres < à 25 000 € HT.

**Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

-Madame Biljana Bogdanovic.

**Article 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres et de Madame Biljana Bogdanovic et la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

-Monsieur Sébastien Pisciotta.

**Article 4 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres, de Madame Biljana Bogdanovic et de Monsieur Sébastien Pisciotta, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

-Madame Isabelle Rohee-Sroka.

**Article 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres, de Madame Biljana Bogdanovic, de monsieur Sébastien Pisciotta et de madame Isabelle Rohee-Sroka, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

-Monsieur Nicolas Salvigno.

**Article 6 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 7**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/041/CM**

**Délégation de signature à Monsieur Thierry Pennec Chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de nomination de Monsieur Thierry Pennec dans le grade d'ingénieur en chef hors classe ;
- L'arrêté n°DRH 2017-2058-CT2 du 19 juillet 2017 portant reclassement indiciaire de Monsieur Thierry Pennec dans le grade de Directeur Général Adjoint des Services de commune de plus de 400.000 habitants ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Monsieur Thierry Pennec, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

**Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018**

<p style="text-align: center;"><b>Ressources humaines</b> <b>Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</b></p>
--

**Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- Les courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...).

**Formation des agents :**

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un DIF ;
- Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, ...) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

**Accueil de stagiaires :**

- Les courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Les conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

**Evaluation des agents :**

- La signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Les courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation) ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels.

**Maladie, accident :**

- Les courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Les courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Tous courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet notamment survenus sur le périmètre du Conseil de territoire (courrier aux assureurs, etc.) ;
- Tous les courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc...) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail (fiche d'aptitude) : Médecin.

**Congés / Aménagements d'horaires :**

- Les courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Les courriers et arrêtés de congés parental ;

- Les procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Les courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

#### **Carrière :**

- Les courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Les courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Les courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Les courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Les courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Les courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Les courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Les courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Les courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Les courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Les courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Les courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Les courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Les courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

#### **Paie :**

- Les courriers et arrêtés d'attribution, de fin de changement et de refus d'attribution de NBI ;
- Les courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Les bordereaux de paiement ;
- Les déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Les bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Les bordereaux de cotisations ELUS Conseillers de territoire non conseillers métropolitains (jusqu'en 2020) ;
- Les états d'heures supplémentaires des agents ;
- Les états d'astreintes des agents ;
- Les états de vacations des agents ;
- Les états d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

#### **Procédure disciplinaire :**

- Les procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

- Les courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

#### **Retraite :**

- Les courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Les dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Les demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Les courriers et dossiers de validation de services ;
- Les courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Les certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Les attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

#### **GPEEC :**

- Convocations des candidats aux emplois aux jurys de recrutement ;
- Courrier de rejet de candidature.

#### **Protection sociale et santé :**

- Tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Les courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations
- Les déclarations d'accidents de travail ;
- Les courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Les courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Les bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignement sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Les courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

#### **Frais de déplacement :**

- Ordre de mission permanent avec utilisation du véhicule de service ou de fonction sans frais supplémentaire ;
- Ordre de mission ponctuel sans incidence financière ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail SNCF ;
- Billet annuel.

#### **Divers :**

- Les courriers et arrêtés relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;

- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire.

#### **Finances**

- Exemplaire unique ;
- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Nantissement ;
- Cession de créance.

#### **Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018**

- Courrier de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 1er janvier 2018) ;
- Courrier de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 1er janvier 2018) ;
- Courrier d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Attestation de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 1er janvier 2018).

#### **Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry Pennec, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

-Monsieur Alain Trabuc.

#### **Article 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Thierry Pennec et Alain Trabuc, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

-Monsieur Denis Alcazar.

#### **Article 4 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Thierry Pennec, Alain Trabuc et Denis Alcazar, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

-Madama Hanane Noaman.

#### **Article 5 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

#### **Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/042/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public du kiosque alimentaire situé 1 place Bernard Cadenat à Marseille, à la SARL Snack du Marché représentée par Amirouche Mehoud**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui règlemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

La demande déposée le 27 novembre 2017 par la SARL Snack du Marché, représentée par Monsieur Amirouche Mehoub, né le 18 octobre 1983 à Bouzégoune (Algérie), domiciliée 1 place Bernard Cadenat 13003 à Marseille,

**Reçu au Contrôle de légalité le 30 Mars 2018**



En vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

1 place Bernard Cadenat 13003 à Marseille  
RCS Marseille 838 098 580 00015

## **ARRETE**

La SARL Snack du Marché, représentée par Monsieur Amirouche Mehoub, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de douze mètres carrés (12 m<sup>2</sup>) sur le domaine public, sis 1 place Bernard Cadenat 13003 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant.

**Reçu au Contrôle de légalité le 30 Mars 2018**

Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

**Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

**Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 14 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/043/CM**

**Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 325 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone en date du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral en date du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN OUEST PROVENCE ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2<sup>ème</sup> modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2018**

- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/322/CM du 27 septembre 2017, pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie ;

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 325 approuvé arrêté préfectoral du 14 septembre 1992 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité ;
- La création, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 325, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

#### **Article 2 :**

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2018

**COMMUNE D'ISTRES**

**ZAC DU RANQUET**

**Avenant N° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain**

**Etabli en application de**

**L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme**

-----  
**Lot 325**

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **325** (section **DH n° 0146**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1992.

**Le préambule est modifié comme suit :**

**Préambule**

La Z.A.C du Ranquet à ISTRES a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce P.A.Z.

L'objet de la Z.A.C. est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Eparèb.

L'Eparèb a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la Z.A.C au SAN au terme d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la Z.A.C a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n°231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

**L'article I est modifié comme suit :**

## **Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### **2/ Désignation du ou des terrains**

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 76 m<sup>2</sup>**, figure au cadastre sous la section **DH n° 0146**. Elle est située en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue **le lot n° 325** à usage privatif.

### **3/ Utilisation des terrains**

Les terrains susvisés se voient attribuer un droit à bâtir **de 67,60 m<sup>2</sup> de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

**Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/044/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement la Chope D'or, situé 32 quai du Port 13002 Marseille, à la SARL Magère, représentée par Marc Magère**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

La demande de la SARL Magère, représentée par Marc Magère, gérant, domiciliée 32 Quai du Port 13002 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

32 Quai du Port 13002 Marseille  
RCS : 070803978 00017 Marseille

**ARRETE**

**Article 1 :**

La SARL Magère, représentée par Marc Magère gérant, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Chope D'or, sis 32 Quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse permanente délimitée par scellement de 42.5 m<sup>2</sup>

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Mars 2018



sur laquelle sont implantés :

Deux parasols et un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

**Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

**Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

**Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

**Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

**Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président honoraire du Sénat  
Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/045/CM**

**Abrogation de l'arrêté n°17/328/CM du 27 septembre 2017 relatif à la délégation de signature de Monsieur Christian Boucherie**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté du 27 septembre 2017 n°17/328/CM de délégation de signature à Monsieur Christian Boucherie, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Stratégie environnementale, Plan climat, Prévention des risques, sports et équipements sportifs, culture et équipements culturels

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté n°17/328/CM du 27 septembre 2017 est abrogé.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé d'exécuter cet arrêté.

Fait à Marseille, le 22 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/047/CM**

**Délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues procédant à l'élection de Monsieur Gaby Charroux en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que le Président donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018**

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des Sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet de révision allégée à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018**

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables

sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays

de Martigues et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP), sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.



Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

**Article 13 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

**Article 16 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/048/CM**

**Délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence procédant à l'élection de Monsieur François Bernardini en qualité de Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que le Président donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018**

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du Conseil de Développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet de révision allégée à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018**

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018

Notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays Istres-Ouest Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018

Les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini ; Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP), sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du Conseil de Développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

**Article 13:**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

**Article 16 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/049/CM**

**Délégation de fonctions à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile procédant à l'élection de Madame Sylvia Barthélémy en qualité de Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que le Président donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018**



## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des Sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet de révision allégée à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie

du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure.

Les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP), sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du Conseil de Développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

**Article 13 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

**Article 16 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/050/CM**

**Délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix procédant à l'élection de Madame Maryse Joissains Masini en qualité de Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que le Président donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018**

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des Sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet de révision allégée à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants,



à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure,

les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP), sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

**Article 13 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

**Article 16 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 4 avril 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/051/CM**

**Délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en matière de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire du Pays Salonais procédant à l'élection de Monsieur Nicolas Isnard en qualité de Président du Conseil de Territoire Pays Salonais.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que le Président donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des Sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays Salonais et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays Salonais et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet de révision allégée à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018**

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais.

Notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays Salonais et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays Salonais et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire.

La détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée , sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP), sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.



Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

**Article 13 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

**Article 16 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/052/CM**

**Délégation de fonctions à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les arrêtés 16/175/CM, 16/176/CM et 16/177/CM du 26 avril 2016 du Président du Conseil de la Métropole portant délégation de fonctions à M. Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole ;
- L'arrêté 16/368/CM du 29 juin 2016 du Président du Conseil de la Métropole, portant délégation de fonctions à M. Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole ;
- La délibération du 13 juillet 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence procédant à l'élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

**Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018**

## **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que le Président donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Les arrêtés 16/175/CM, 16/176/CM et 16/177/CM du 26 avril 2016 et 16/368/CM du 29 juin 2016 du Président du Conseil de la Métropole portant délégation de fonctions à M. Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, sont abrogés.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2018

#### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire Marseille Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire Marseille Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 9 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 10 :**

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

**Article 11 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 12 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 13 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

**Article 14 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/053/CM**

**Délégation de fonctions à Monsieur Bernard Jacquier, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégué à la Commande Publique et aux Commissions d'Appel d'Offres, dans le cadre de la conduite de la négociation relative à la procédure de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des parkings du Littoral à Martigues.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 et l'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 pris pour son application ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 04-006/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Bernard Jacquier en qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la commande publique et aux commissions d'appel d'offres ;
- La délibération n° 17-219 du 30 juin 2017 du Conseil municipal de la ville de Martigues portant approbation du principe de la gestion déléguée pour l'exploitation des parkings du littoral à Martigues ;
- L'avis motivé de la Commission de Délégation de Service Public réunie le 28 décembre 2017 et le rapport d'analyse des offres annexé ;

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence que le Président donne délégation temporaire dans le cadre de la procédure de délégation de service public de l'exploitation des parkings du littoral à Martigues et afin de mener librement toute discussion utile avec l'entreprise ayant présenté une offre ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Mars 2018

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Sont déléguées, sous la surveillance et la responsabilité du Président, pour mener avec le candidat Semovim, pour lequel la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation des parkings du littoral à Martigues, à Monsieur Bernard Jacquier, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique et aux Commissions d'Appel d'Offres.

### **Article 2 :**

Monsieur Bernard Jacquier pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- Monsieur Jean-Pierre Serrus, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la mobilité, déplacements, transport ;
- Monsieur Yannick Tondut, Directeur Général Adjoint Mobilité, déplacements, transports ;
- Monsieur Jean-Louis Dalmasso, Directeur Général Adjoint Délégué au service des transports ;
- Madame Laurence Dardalhon, Directrice Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques ;
- Madame Dominique Court-Payen, Directrice Commande Publique ;
- Madame Angélique Gasperini, Chef du service Délégations de Service Public et Concessions ;
- Monsieur Alain Trabuc, Directeur Juridique Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- Monsieur Nicolas Derne, Chef du service juridique accompagnement des services publics ;
- Monsieur André Hemery, Directeur des Infrastructures et Equipements de Mobilité ;
- Madame Marie-Josée Nahler, Directeur Adjoint des Infrastructures et Equipements de Mobilité, Stationnement et Gestion Déléguée, Gares Routières et Parcs Relais ;
- Monsieur Sébastien Brunner, Directeur des Services Techniques Voirie et Déplacements, de la ville de Martigues.

### **Article 3 :**

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier, relatifs à cette phase de négociation.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Mars 2018



# DÉCISIONS

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/135/D**

**Approbation de l'avenant n°2 à la convention n°13/1224 relative à l'implantation de conteneurs de récupération de textiles sur le Conseil de Territoire Marseille Provence, avec l'entreprise Ecotextile SAS**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention n°13/1224 signée avec Ecotextile SAS et notifiée le 2 août 2013 ;
- L'avenant n°1 notifié à l'entreprise Ecotextile SAS le 27 octobre 2016.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de signer un avenant n° 2 à la convention passée avec Ecotextile SAS afin de prolonger la durée de la convention n° 13/1224 relative à l'implantation de conteneurs de récupération de textiles sur le Conseil de Territoire Marseille Provence, avec l'entreprise Ecotextile SAS ;
- Qu'il convient de consentir une occupation du domaine public.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 2, ci-annexé, prolongeant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 la convention conclue avec :

ECOTEXTILE SAS,  
114, rue des Haudoirs  
60400 APPILLY

Pour l'occupation du domaine public en vue d'une activité de récupération de textiles issus des ménages en points d'apports volontaires, aux conditions prévues dans la convention initiale.

### **Article 2 :**

Les recettes seront constatées sur le budget général Sous politique C310, Nature 70323, Fonction 822.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/137/D**

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé à Aubagne appartenant à la SCI le Bas Breau**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Aubagne le 13 décembre 2017 enregistrée sous le numéro DA 9631-2017 portant aliénation d'un bien appartenant à la SCI le Bas Breau, 4 avenue Antide Boyer à Aubagne cadastré section AB n°0017.

**Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2018**

## **CONSIDÉRANT**

- Que cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le centre-ville d'Aubagne et permettra de répondre aux objectifs de revitalisation du cœur de ville par le renforcement de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour l'acquisition d'une parcelle d'une superficie cadastrale de 265m<sup>2</sup> contenant une surface construite au sol de 265m<sup>2</sup>, d'une surface utile de 360m<sup>2</sup> occupée par un ou des locataires, 4 avenue Antide Boyer à Aubagne cadastré section AB n°0017 appartenant à la SCI le Bas Breau.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/142/D**

**Désignation de Maître Florian Linditch pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à la Société Valérian, la Société Malet et la Société Nimoise de Génie Civil**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention conclue le 1<sup>er</sup> août 2017 entre le Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du ruisseau de la Cadière et Maître Florian Linditch donnant mission à ce dernier d'apporter une assistance juridique pour les contrats de commandes publiques de représenter le syndicat en justice dans les contentieux liés à l'opération de délestage des crues du ruisseau de la Cadière ;
- La requête n°1601955 déposée par le Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du ruisseau de la Cadière le 22 mai 2016 devant la Cour Administrative d'Appel à l'encontre du jugement n°1201030 rendu le 31 mars 2016 par le Tribunal Administratif de Marseille prononçant un non lieu à statuer sur les conclusions tendant à la réception de la tranche ferme des travaux réalisés en exécution du marché relatif aux travaux de calibrage de la rivière et de délestage des crues du ruisseau de la Cadière ;
- La requête n°1601915 déposée le 17 mai 2016 par la Société Valérian, la Société Malet, et à la Société nîmoise de génie civil à l'encontre du jugement n°1201030 rendu le 31 mars 2016 par le Tribunal Administratif de Marseille prononçant un non lieu à statuer sur les conclusions tendant à la réception de la tranche ferme des travaux réalisés en exécution du marché relatif aux travaux de calibrage de la rivière et de délestage des crues du ruisseau de la Cadière ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018**

- La requête n° 1703854 déposée par le Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du ruisseau de la Cadière le 10 septembre 2017 devant la Cour Administrative d'Appel à l'encontre du jugement n°1408325 rendu le 12 juillet 2017 par le Tribunal Administratif de Marseille condamnant le Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du ruisseau de la Cadière à payer la somme de 663 604,26 euros à la Société Valérian, la Société Malet, et à la Société nîmoise de génie civil ;
- L'arrêté Préfectoral du 20 octobre 2017 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat intercommunal pour l'aménagement du ruisseau de la Cadière à compter du 1er janvier 2018 et transférant l'ensemble du personnel, des biens, des droits et obligations du Syndicat intercommunal pour l'aménagement du ruisseau de la Cadière à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole, qui s'est substituée de plein droit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, au syndicat intercommunal pour l'aménagement du ruisseau de la Cadière, compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations ;

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Maître Florian Linditch, domicilié 27-29 rue Grignan à Marseille 13006, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les litiges l'opposant aux la Société Valérian, la Société Malet et Société Nîmoise de Génie Civil ;

#### **Article 2 :**

Les honoraires dus à maître Florian Linditch pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/143/D**

**Décision de désignation de Maître Christian Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole dans le cadre d'une requête en référé préventif avant la réalisation des travaux d'aménagement et de création d'une voie entre la rue Mireille Ponsard et la traverse du Vieux-Moulin à Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il est nécessaire de saisir le Tribunal administratif d'une requête en référé préventif avant la réalisation des travaux d'aménagement et de création d'une voie entre la rue Mireille Ponsard et la traverse du Vieux-moulin à Marseille (14<sup>ème</sup>) ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

Maître Christian Baillon-Passe, domicilié 49 rue de la Paix-Marcel Paul à Marseille 13001, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.



**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/144/D**

**Décision de désignation de maître Christian Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole dans le litige qui l'oppose à l'Association des Plaisanciers du Frioul**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1801123-1 déposée au Tribunal administratif, le 14 février 2018, par l'Association des plaisanciers du Frioul demandant l'annulation de la délibération du 14 décembre 2017, relatives aux augmentations des tarifs des redevances annuelles d'amarrage.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

Maître Christian Baillon-Passe, domicilié 49 rue de la Paix-Marcel Paul à Marseille 13001, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/145/D**

**Désignation de la SCP Bérenger-Blanc-Burtez Doucede pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à Monsieur Ros et à la SARL ROS et Fils**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat en date du 19 février 2018 établi par Maître Emeric Bernard –SCP Michel Bernard – Huissiers de justice associés – 4 Place Félix Baret – BP 12 –13251 Marseille Cedex 20, constatant l'occupation de la parcelle n° BS 20 sise ZAC des Florides 13700 Marignane, appartenant à la Métropole, par la SARL ROS et Fils et Monsieur ROS ;

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'engager une procédure d'expulsion à l'encontre de Monsieur Ros et de la SARL Ros et fils.

**DECIDE**

**Article 1 :**

La SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucede, domiciliée 69 rue Sainte à Marseille 13001, est désignée pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucede pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/146/D**

**Décision de désignation du cabinet Vedesil pour défendre les intérêts de la Métropole dans le litige qui l'oppose à Monsieur Christian Journo**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1704122-7 déposée au Tribunal administratif par Monsieur Christian Journo, agent, demandant l'annulation de la décision du Président de la Métropole du 5 avril 2017, portant avis des sommes à payer d'un montant de 227,40 euros au titre d'un trop perçu à la suite d'une suspension de traitement du 28 novembre 2016 au 30 décembre 2016.

**CONSIDÉRANT**

Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

Le cabinet Vedesi, domicilié 28 rue d'Enghien à Lyon 69002, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Védési pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/147/D**

**Décision de désignation de Maître Eric Lanzarone pour défendre les intérêts de la Métropole dans le litige qui l'oppose à Monsieur Luc Brun et à Madame Tortosa**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention conclue le 12 septembre 2017 entre le syndicat intercommunal Bolmon-Jaï et Maître Eric Lanzarone donnant mission à ce dernier de représenter le syndicat en justice dans le cadre de cinq contentieux ;
- La requête n°1609326-7 déposée au Tribunal Administratif par Monsieur Brun, agent du syndicat intercommunal Bolmon-Jaï, demandant l’annulation de l’arrêté portant licenciement et demandant sa réintégration dans les effectifs ;
- La requête n°1502459-7 déposée au Tribunal Administratif par Monsieur Brun, agent du syndicat intercommunal Bolmon-Jaï, demandant la condamnation du Syndicat à lui verser la somme de 101 970 euros au titre des arriérés de salaires pour la période du 1er août au 1er avril 2015 assortie des intérêts au taux légal avec capitalisation ;
- La requête n°1503787-7 déposée au Tribunal Administratif par Monsieur Brun, agent du syndicat intercommunal Bolmon-Jaï, demandant l’annulation de deux sanctions avertissement et blâme prises à son encontre ;



- La requête n°1602496-7 déposée au Tribunal Administratif par Monsieur Brun, agent du syndicat intercommunal Bolmon-Jaï, demandant l'annulation de l'arrêté du 28 septembre 2015 décidant une sanction portant exclusion temporaire d'un mois ;
- La requête n°1606455-7 déposée au Tribunal Administratif par Madame Tortosa , agent du syndicat intercommunal Bolmon-Jaï, demandant l'annulation de l'arrêté du 14 mars 2016 lui infligeant la sanction de blâme ;
- L'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat intercommunal Bolmon-Jaï à compter du 1er janvier 2018 et transférant l'ensemble du personnel, des biens, des droits et obligations du Syndicat intercommunal Bolmon-Jaï à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole, qui s'est substituée de plein droit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, au syndicat intercommunal Bolmon-Jaï, compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations ;

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Maître Eric Lanzarone, domicilié 64 rue Grignan à Marseille 13001, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Eric Lanzarone pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018



**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/148/D**

**Désignation de Maître Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à la SARL Revacuir**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1503265-8 du Tribunal Administratif de Marseille du 11 mai 2017 rejetant la requête de la SARL Revacuir sollicitant l'indemnisation des préjudices qu'elle estime avoir subis du fait de la réalisation des travaux du tramway rue de Rome ;
- La requête n°17MA03088 déposée le 13 juillet 2017 devant la Cour Administrative de Marseille par la SARL Revacuir tendant à l'annulation du jugement précité.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

Maître Christian Baillon-Passe, domicilié 49 rue de la Paix Marcel Paul, à Marseille 13001, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018**

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/149/D**

**Désignation du Cabinet Adamas pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à l'association Marseille Accessible**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé expertise n°1400989-0 déposée le 5 février 2014 devant le Tribunal Administratif de Marseille par l'Association Marseille Accessible, portant sur l'accessibilité des stations de Métro de Marseille ;
- Les requêtes n°1700813-1, 1700814-1, 1700815-1 déposées le 22 juin 2017 devant le Tribunal Administratif de Bastia, par le Ministère de la Justice à l'encontre de trois ordonnances de taxation de l'expert et de ses sapiteurs, rendues dans le cadre de l'instance n°1400989-0, précitée ;
- Le jugement du Tribunal Administratif de Bastia du 7 décembre 2017 rejetant les requêtes précitées ;
- La requête n°17MA05048 déposée par l'Association Marseille Accessible devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille à l'encontre du jugement rendu le 7 décembre 2017 par le Tribunal Administratif de Bastia en ce qu'il a rejeté les conclusions de l'association Marseille accessible tendant à ce que les frais et honoraires de l'expertise soient mis à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le Cabinet Adamas, domicilié 55 Boulevard des Brotteaux à Lyon 69455, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à l'Association Marseille Accessible.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Adamas pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/150/D**

**Désignation de Maître Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à Monsieur Benoit Candon**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1303147 rendu le 8 novembre 2016 par le Tribunal Administratif de Marseille rejetant la requête de Monsieur Benoit Candon tendant à l'annulation de la délibération approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession du parc de stationnement J1 ;
- La requête n°16MA04299 déposée par Monsieur Benoit Candon devant la Cour Administrative de Marseille à l'encontre du jugement précité.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

Maître Christian Baillon-Passe, domicilié 49 rue de la Paix Marcel Paul à Marseille 13001, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à Monsieur Benoit Candon.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/151/D**

**Désignation de la SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucède pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant la Copropriété du Parc Kalliste à Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L615-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient de saisir le Tribunal de Grande instance de Marseille aux fins de désignation d'un expert chargé de constater l'état de carence du syndicat des copropriétaires du bâtiment H du Parc Kalliste situé dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

La SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucède, domiciliée 69 rue Sainte à Marseille 13001, est désignée pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucede pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/152/D**

**Désignation de Maître Stephane Ceccaldi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à Monsieur Amar Idri**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les assignations délivrées à la Métropole Aix-Marseille-Provence à la demande de Monsieur Amar Idri le 9 mars 2016 tendant à constater notamment les désordres affectant les locaux commerciaux qu'il occupe et à fixer les indemnités d'éviction de ses deux commerces sis 78 avenue de Saint Antoine dans le 15ème arrondissement de Marseille ;
- L'ordonnance du 9 mai 2016 rendue par le Tribunal Grande Instance de Marseille ordonnant la désignation d'un expert en ce qui concerne l'indemnité d'éviction et la désignation d'un expert en ce qui concerne les désordres affectant les locaux ;
- L'ordonnance du 27 février 2017 rendue par le Tribunal Grande Instance de Marseille débouttant Monsieur Idri suite à la requête en omission de statuer déposée par Monsieur Idri le 28 septembre 2016 à l'encontre de l'ordonnance du 9 mai 2016 ;
- La requête en appel n°17/05511 déposée par Monsieur Idri à l'encontre de l'ordonnance du 27 février 2017

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Maître Stéphane Ceccaldi, domicilié 26 rue Montgrand à Marseille 13006, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à Monsieur Amar Idri.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Stéphane Ceccaldi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/153/D**

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soléam d'un bien situé  
21 rue Fonderie Vieille à Marseille 2ème arrondissement dans le cadre du  
périmètre de cohérence de l'opération Grand Centre Ville.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre Ville – orientations générales sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 novembre 2012 approuvant le Plan Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012 – 2018 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018**

- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13202 18 0034 reçue le 19 février 2018 par la ville de Marseille concernant l'immeuble situé 11 impasse Fonderie Vieille à Marseille 2ème arrondissement d'une superficie de 56 m² appartenant aux consorts Martin.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 400 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ses engagements, la ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement de réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 11 impasse Fonderie Vieille à Marseille 2<sup>ème</sup> arrondissement, cadastré 809 A 311 d'une superficie de 56 m² appartenant aux consorts Martin, relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/154/D**

**Approbation d'une convention d'occupation temporaire des parcelles cadastrées section A2860 et AI106 sises au lieudit du Ventillon à Fos-sur-Mer, au bénéfice du Grand Port Maritime de Marseille, dans le cadre de l'installation de dispositifs de fermeture à la circulation du site du Coussoul du Ventillon.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles sises à proximité du rond-point de la Fossette dans le secteur du Ventillon à Fos-sur-Mer, cadastrées section A n° 2860 et AI n° 106 et figurant à son inventaire au titre des réserves foncières ;
- Que lesdits terrains, en nature de steppe sèche, sont entièrement compris dans le périmètre de la Réserve Naturelle Nationale des Coussouls de Crau et font régulièrement l'objet de dégradations diverses et d'utilisations du site non autorisées préjudiciables à la préservation du patrimoine écologique des Coussouls de Crau ;

- Que dans le cadre de la politique engagée par le Grand Port Maritime de Marseille pour la préservation de la biodiversité de son territoire, ce dernier a mis en œuvre un Plan de Gestion des Espaces Naturels (PGEN) qui se traduit par la protection d'une couronne agri-environnementale incluant notamment les terrains de propriété Métropole susvisés ;
- Que l'une des actions du PGEN préconise, en concertation avec les différents propriétaires du site, la fermeture à la circulation d'un secteur de 350 ha (sauf ayant-droits) incluant la Réserve Naturelle, ainsi que l'implantation d'une signalétique dédiée ;
- Que suite au travail préparatoire qui a été conduit avec les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Grand Port Maritime de Marseille sollicite l'autorisation d'intervenir sur les parcelles cadastrées section A n° 2860 et AI n° 106 stratégiquement situées en entrée de site, afin d'y installer plusieurs dispositifs de fermeture (barrière DFCI, glissière en béton armé- glissière bois, merlon de tout-venant) ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'occupation temporaire des parcelles cadastrées section A n° 2860 et AI n° 106 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sises à proximité du rond-point de la Fossette dans le secteur du Ventillon à Fos-sur-Mer, au bénéfice du Grand Port Maritime de Marseille, pour l'installation de dispositifs de fermeture à la circulation de la principale entrée du site de la Réserve Naturelle Nationale des Coussouls de Crau depuis le rond-point de la Fossette jusqu'à la limite Est des parcelles (barrière DFCI, glissière en béton armé, glissière bois, merlon de tout-venant, tels que décrits dans le dossier de présentation annexé aux présentes).

### **Article 2 :**

La présente convention est conclue pour une durée de six ans à compter de sa date de signature et pourra être renouvelée pour la même durée, sur demande expresse du bénéficiaire.

### **Article 3 :**

Eu égard à la vocation de protection environnementale des dispositifs projetés dont le Grand Port Maritime de Marseille assumera intégralement les charges de fourniture, d'installation et d'entretien. La présente convention est consentie à titre gratuit.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/155/D**

**Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Médiathèque Albert Camus à Grans.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Civil et notamment les articles 544 et 545 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- Qu'à compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé aux transferts de propriété et/ou de mise à disposition du patrimoine immobilier lié aux différents transferts de compétences à l'endroit, notamment, des villes du territoire d'Istres-Ouest Provence ;
- Que, dans le cadre de l'exercice de missions dans le domaine culturel, des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence occupent actuellement et de manière effective les locaux de la médiathèque Albert Camus, sise Place de la liberté à Grans, appartenant à la commune ;
- Qu'il convient donc de conclure une convention de mise à disposition entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Grans ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Mars 2018



## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition par la commune de Grans, des locaux de la médiathèque Albert Camus, sise Place de la liberté à Grans, d'une surface d'environ 267,47 m<sup>2</sup>, pour les besoins des services culturels de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 2 :**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable, courant à compter de sa date de signature.

### **Article 3 :**

La Métropole remboursera sur présentation d'un état liquidatif trimestriel, la quote-part des charges de fonctionnement du bien mis à disposition qui lui seront imputables.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, nature 6132 et 614.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 mars 2018

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/156/D**

**Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Amphithéâtre du Centre Culturel Robert Hossein à Grans.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Civil et notamment les articles 544 et 545 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- Qu'à compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé aux transferts de propriété et/ou de mise à disposition du patrimoine immobilier lié aux différents transferts de compétences à l'endroit, notamment, des villes du territoire d'Istres-Ouest Provence ;
- Que dans le cadre de l'exercice de missions dans le domaine culturel, des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence occupent actuellement et de manière effective les locaux de l'amphithéâtre Robert Hossein sis chemin de la Roque à Grans, appartenant à la commune ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Mars 2018**

- Qu'il convient donc de conclure une convention de mise à disposition entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Grans ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition par la commune de Grans, des locaux de l'amphithéâtre Robert Hossein sis chemin de la Roque à Grans, d'une surface d'environ 341,94 m<sup>2</sup>, pour les besoins des services culturels de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 2 :**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable, courant à compter de sa date de signature.

### **Article 3 :**

La Métropole remboursera sur présentation d'un état liquidatif trimestriel, la quote-part des charges de fonctionnement du bien mis à disposition qui lui seront imputables.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, natures 6132 et 614.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/157/D**

**Approbation d'une convention de partenariat conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SERAMM et le MIO Institut Méditerranée d'Océanologie**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de partenariat par l'amélioration de l'approbation d'une convention de partenariat conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SERAMM et le MIO Institut Méditerranée d'Océanologie.

**PREAMBULE**

- Dans le cadre de la révision quinquennale du contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement, le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) souhaite s'investir dans des projets permettant d'augmenter ses connaissances relatives à la qualité des effluents transitant par le système d'assainissement de Marseille.
- Dans ce contexte, la présente convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SERAMM et l'Institut Méditerranéen d'Océanologie (MOI) vise à encadrer cette collaboration et permettre notamment la réalisation d'analyses au niveau du système d'assainissement de Marseille.

## **CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement Marseille Centre, le délégataire SERAMM souhaite s'investir dans des projets permettant d'augmenter ses connaissances relatives à la qualité des effluents véhiculés et traités dans le système d'assainissement de Marseille ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise l'accès aux ouvrages de Marseille (réseaux de collecte, station d'épuration) du réseau d'assainissement à MIO pour la réalisation d'analyses au niveau du système d'assainissement;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence met à disposition des données existantes historiques à MIO ;
- Qu'une convention de partenariat est nécessaire entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SERAMM et le MIO Institut Méditerranée d'Océanologie pour convenir des modalités du partenariat.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SERAMM et le MIO Institut Méditerranée d'Océanologie, pour une durée de cinq ans.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/158/D**

**Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre précaire, révocable et onéreux d'une partie du bâtiment E du CEC Les Heures Claires à Istres, au bénéfice de l'Institut Professionnel Supérieur d'Art et d'Administration, pour l'implantation de son école ESDAC Istres Ouest Provence Métropole.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que l'Institut Professionnel Supérieur d'Art et d'Administration (IPSAA), qui dispose d'un réseau d'écoles ESDAC offrant à ses étudiants toutes les options d'études supérieures dans l'ensemble des filières du design dans ses campus d'Aix-en-Provence, Marseille, Montpellier, Clermont-Ferrant et Nice, souhaite s'implanter dans un sixième lieu ambitieux afin de répondre à la demande de formation en matière de design et d'arts appliqués de la jeunesse du pourtour de l'étang de Berre en ouvrant l'école ESDAC Istres Ouest Provence Métropole ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a confirmé sa volonté d'accueillir un établissement qui permettra aux jeunes gens du territoire de vivre un parcours d'études supérieures au cœur de leur bassin de vie particulièrement dynamique en matière culturelle ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Mars 2018**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est gestionnaire du bien immobilier dénommé Centre Educatif et Culturel (C.E.C.) Les Heures Claires, sis avenue Radolfzel à Istres, dont une partie du bâtiment E correspond aux besoins de l'école ESDAC Istres Ouest Provence Métropole pour l'accueil des élèves et la dispense des cours de formation en matière de design et d'arts appliqués ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable d'une partie du bâtiment E du C.E.C Les Heures Claires sis avenue Radolfzel à Istres, au bénéfice de l'IPSAA, pour l'implantation de son école ESDAC Istres Ouest Provence Métropole.

### **Article 2 :**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Elle pourra être reconduite pour une même période d'une année dans la limite de deux périodes.

### **Article 3 :**

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance d'occupation du domaine public, mensuelle et non révisable, d'un montant de 2044 euros.

### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 70, nature 752.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/159/D**

**Approbation du renouvellement du contrat de location-gérance à titre onéreux au bénéfice de Monsieur Frédéric Juan pour l'exploitation du fonds de commerce de bar-débit de boissons le café de l'olivier à Istres.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection à Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un immeuble, sis place Jules Guesde à Istres, sur les parcelles cadastrées section CN n° 36 et 37, constituant l'accessoire d'un fonds de commerce de bar-débit de boissons à enseigne « Café de l'Olivier » ;
- Que le contrat de location gérance conclu avec Monsieur Frédéric Juan pour l'exploitation dudit fonds de commerce dans les locaux susvisés arrive à échéance ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence étant favorable à la poursuite de l'exploitation de ce fonds de commerce, une mise à disposition des locaux doit être formalisée par un nouveau contrat de location-gérance ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Mars 2018



## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvé le renouvellement du contrat de location-gérance pour l'exploitation, à ses risques et périls, du fonds de commerce de bar-débit de boissons du café de l'olivier dans les locaux sis place Jules Guesde à Istres, au bénéfice de Monsieur Frédéric Juan.

### **Article 2 :**

Le présent contrat est conclu pour une période de 2 années.

### **Article 3 :**

Le présent contrat est conclu moyennant le paiement d'une redevance mensuelle révisable toutes charges comprises de 1166,66 euros.

### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 70, nature 752.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/161/D**

**Décision autorisant l'Epad à attribuer le marché relatif aux investigations complémentaires sous les dalles bétons de la ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer à la société BURGEAP**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 42/09 du Bureau syndical de Ouest Provence du 18 février 2009 approuvant un mandat d'études avec l'Épad portant sur le suivi des études pour la dépollution des terrains de l'ancienne cartonnerie de Fos-sur-Mer et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer ;
- La décision n° 542/10 de Ouest Provence du 28 septembre 2010 approuvant l'avenant n° 1 au mandat d'études préalables pour la dépollution des terrains de la cartonnerie et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer qui proroge le délai d'exécution des études ;
- Les décisions approuvant les avenants successifs n° 2, 3, 4 , 5 et 6 prorogeant les délais de validité du mandat d'études afin de compléter les études urbaines et de dépollution, de permettre une concertation adéquate avec l'Etat, les Collectivités et la population, d'arrêter une orientation d'aménagement compatible avec la nature du site et de finaliser le rendu de la mission mais également de permettre à l'EPAD de poursuivre les études et travaux nécessaires et prévus dans le mandat d'études initial ;

## **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC des Portes de la Mer a été créée en 1994 mais que, suite à la découverte de pollutions générées par l'ancienne activité du site (cartonnerie Voisin-Pascal), son aménagement est suspendu dans l'attente d'une modification de son dossier de réalisation ;
- Que dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer, l'EPAD a confié la conception de l'étude d'impact à la société BURGEAP ;
- Que sur le site, une dalle béton d'environ 2000m<sup>2</sup>, qui correspond à la position de l'ancienne cartonnerie est présente ;
- Que le projet prévoit la construction de logements au droit de cette zone ;
- Que dès lors, il convient de réaliser des investigations complémentaires dans les sols sous la dalle béton présente sur le site ;
- Que dans ce contexte, la société BURGEAP, sise 940, route de l'aérodrome – BP-51260 – 84911 Avignon Cedex 9, a été retenue ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

L'EPAD est autorisé à attribuer le marché relatif, en tranche ferme à la réalisation d'investigations sur les sols présents sous la dalle béton et en tranches conditionnelles à la réalisation d'investigations sur les gaz au sol dans le cas où des pollutions volatiles seraient mises en évidence, mise à jour de l'ARR et mise à jour du plan de gestion, à la société BURGEAP, sise 940, route de l'aérodrome – BP - 51260 – 84911 Avignon Cedex 9 pour un montant de 5 640€ HT soit 6 768 € TTC pour la tranche ferme et 4 310 € HT soit 5 172€ TTC pour les tranches conditionnelles.

### **Article 2 :**

L'intervention de la société BURGEAP aura une durée de huit semaines pour la tranche ferme à compter de la notification du marché et sept semaines pour les tranches conditionnelles à compter de la validation des investigations réalisées sous la dalle béton, objet de la tranche ferme de la mission.

### **Article 3 :**

Le Directeur de l'EPAD Ouest Provence est autorisé à signer ledit marché.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501400, nature 237, opération 2017501400.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/162/D**

**Décision autorisant l'Epad à attribuer le marché relatif à la mise à jour des études pour la réalisation de la ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer aux sociétés CITTA et STRADA**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 42/09 du Bureau syndical de Ouest Provence du 18 février 2009 approuvant un mandat d'études avec l'Épad portant sur le suivi des études pour la dépollution des terrains de l'ancienne cartonnerie de Fos-sur-Mer et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer ;
- La décision n° 542/10 de Ouest Provence du 28 septembre 2010 approuvant l'avenant n° 1 au mandat d'études préalables pour la dépollution des terrains de la cartonnerie et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer qui proroge le délai d'exécution des études ;
- Les décisions approuvant les avenants successifs n° 2, 3, 4 , 5 et 6 prorogeant les délais de validité du mandat d'études afin de compléter les études urbaines et de dépollution, de permettre une concertation adéquate avec l'Etat, les Collectivités et la population, d'arrêter une orientation d'aménagement compatible avec la nature du site et de finaliser le rendu de la mission mais également de permettre à l'EPAD de poursuivre les études et travaux nécessaires et prévus dans le mandat d'études initial ;

## **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC des Portes de la Mer a été créée en 1994 mais que, suite à la découverte de pollutions générées par l'ancienne activité du site (cartonnerie Voisin-Pascal), son aménagement est suspendu dans l'attente d'une modification de son dossier de réalisation ;
- Qu'au regard des dernières considérations métropolitaines et communales, le plan d'aménagement d'ensemble a évolué ;
- Que dès lors, il convient de mettre à jour le plan d'aménagement d'ensemble, l'étude hydraulique, le programme global des constructions et des infrastructures, l'avant-projet, les orientations d'aménagement et la mise en forme du dossier de réalisation ;
- Que dans ce contexte, les sociétés CITTA, mandataire, sise 27 bd Moncada Marseille 13015, et Strada Ingénierie sise, 4 place Coimbra, 13090 Aix-en-Provence ont été retenues ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

L'EPAD est autorisé à attribuer le marché relatif à la mise à jour du plan d'aménagement d'ensemble, l'étude hydraulique, le programme global des constructions et des infrastructures, l'avant-projet, les orientations d'aménagement et la mise en forme du dossier de réalisation aux sociétés CITTA, sise 27 bd Moncada Marseille 13015, et Strada Ingénierie sise, 4 place Coimbra, Aix-en-Provence 13090 pour un montant de 10 200 euros HT pour la société CITTA et 3 500 euros HT pour la société Strada, soit un total de 13 700 euros HT, soit 16 440 euros TTC.

### **Article 2 :**

L'intervention des sociétés CITTA et Strada aura une durée de 12 semaines à compter de la notification de la présente décision.

### **Article 3 :**

Le Directeur de l'EPAD Ouest Provence est autorisé à signer ledit marché.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501400, nature 237, opération 2017501400.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018



**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/163/D**

**Désignation de la SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucède pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Préfet des Bouches-du-Rhône concernant la modification N°2 du PLU d'Allauch**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé n°1800856-2 et la requête en annulation n°1800855-2 déposées par le Préfet des Bouches-du-Rhône le 1 février 2017 devant le Tribunal administratif de Marseille contre la délibération URB 019-2358/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole approuvant la modification n°2 du PLU d'Allauch ;

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

La SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucède, domiciliée 69 rue Sainte à Marseille 13001, est désignée pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2018

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucede pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/164/D**

**Mise à disposition d'un lot de copropriété appartenant à l'Hoirie Guglielmo, sis 61 rue Verdillon, à Marseille 10ème, préalable au transfert de propriété nécessaire au démarrage des travaux du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.).**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**PREAMBULE**

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer les réseaux et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Mars 2018**



- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 et, par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1er tronçon (section Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse), s'est déroulée du 1er au 22 décembre 2016.

Ces travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains sur des terrains appartenant à l'Hoirie Guglielmo, pour lesquels il est nécessaire d'obtenir une mise à disposition afin de permettre le démarrage du chantier.

Les cessions foncières en vue de l'intégration dans le domaine public métropolitain des terrains en cause sont en cours de règlement par acte notarié.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès des propriétaires, la mise à disposition des emprises foncières listées ci-dessous préalablement à leur transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux programmés au titre du projet.

## CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que le lot de copropriété appartenant à l'Hoirie Guglielmo lui soit mis à disposition, préalablement au transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition de parcelles préalable au transfert de propriété doit être conclue entre l'Hoirie Guglielmo et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## DECIDE

### Article 1 :

Est signée une convention portant mise à disposition de parcelle, préalable au transfert de propriété de la parcelle suivante, sise à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement :

Référence cadastrale					N° du plan	Emprise	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface		N°	Surface
859 A	17	SOL	61 rue Verdillon	6685	26		1330
						Total	1330

Cette convention est conclue à titre gracieux et sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété des parcelles en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/165/D**

**Désignation de Maître Gilbert Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Roger Pellenc et à la Commune de Pertuis dans le cadre de la répartition et des modalités de l'exercice de compétences départementales par la Métropole**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1610333-1 déposée par Monsieur Roger Pellenc et la Commune de Pertuis devant le Tribunal administratif de Marseille le 30 décembre 2016 sollicitant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole n°FAG 081-1361/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Vaucluse et les conventions relatives aux modalités de transfert et aux dispositifs transitoires d'organisation de la compétence Voirie ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

Maître Gilbert Sindres, domicilié 40 rue Edouard Delanglade à Marseille 13006, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Gilbert Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/166/D**

**Délégation du droit de préemption au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un bien situé 42 chemin des Fraises.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13106 18 0024 reçue le 5 mars 2018.

**Reçu au Contrôle de légalité le 30 Mars 2018**

## **CONSIDÉRANT**

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la production de logements dans le cadre du programme Local de l'Habitat ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de trois parcelles de terrain situées 42 chemin des Fraises cadastrées BC 72 et 93 appartenant à la SCI ODV et BC 97 appartenant à la SCI IMMODEV, relevant du champ de compétence de la commune.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/167/D**

**Mission Elue : Madame Laure-Agnès Caradec - Déjeuner au Ministère du logement - Paris**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux remboursements des frais de missions des élus métropolitains.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'au sein du Conseil du Territoire de Marseille-Provence Madame Laure-Agnès Caradec est déléguée à l'urbanisme et au plan local d'urbanisme intercommunal.

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

Madame Laure-Agnès Caradec se rendra le 19 mars 2018 à Paris pour honorer un déjeuner de travail au Ministère du logement.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/168/D**

**Approbation d'une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable du toit de la salle Fellini 1 du CEC Les Heures Claires à Istres au bénéfice de la société CIRCET dans le cadre de la mise en sécurité du toit terrasse pour son personnel intervenant sur les groupes extérieurs de climatisation implantés au milieu du toit terrasse qui se déroulera le lundi 23 avril 2018.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-11 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est gestionnaire de l'équipement public dénommé « CEC Les Heures Claires – Salle Fellini 1 », sis avenue Radolfzel à Istres, sur la parcelle cadastrée section CX n° 34 ;
- Que la société CIRCET sollicite l'occupation temporaire, à titre gratuit, du toit de la salle Fellini 1, dans le cadre de la mise en sécurité du toit terrasse pour son personnel intervenant sur les groupes extérieurs de climatisation implantés au milieu du toit terrasse qui se déroulera le lundi 23 avril 2018 à partir de 8h00 ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 30 Mars 2018**

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'occupation temporaire à titre précaire, révocable et gratuit du toit de la salle Fellini 1 du CEC Les Heures Claires, au bénéfice de la société CIRCET, sise 13 immeuble Les Baux - RN8 – 13420 Gémenos, dans le cadre de la mise en sécurité du toit terrasse pour son personnel intervenant sur les groupes extérieurs de climatisation implantés au milieu du toit terrasse qui se déroulera le lundi 23 avril 2018 à partir de 8h00.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée unilatéralement dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine public. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute autre réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est valable pour la date visée ci-avant à l'article 1. Les modalités pratiques attachées à la présente autorisation seront déterminées en concertation avec les Services Techniques de la Métropole. À son terme, la présente autorisation ne sera susceptible d'aucune reconduction.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre le propriétaire ou le gestionnaire en cas de survenance d'un sinistre dans le cadre de la présente autorisation.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les lieux et équipements mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les lieux et à les conserver en bon état d'usage et de propreté au terme de leur utilisation.

Si le bénéficiaire estime nécessaire l'utilisation d'équipements et matériels autres que ceux mis à sa disposition, il devra lui-même, après accord express de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en effectuer, à ses frais, la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement ainsi que tous les contrôles réglementaires ou obligatoires nécessaires à leur installation et utilisation.

### **Article 6 :**

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

### **Article 7 :**

La présente autorisation d'occupation domaniale est délivrée à titre gratuit.

**Article 8 :**

Tout différend relatif à l'exécution de la présente autorisation sera soumis à la juridiction du Tribunal Administratif de Marseille dont le siège est situé 22-24 rue Breteuil 13006 Marseille.

**Article 9 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/169/D**

**Autorisation d'occupation temporaire consentie par Monsieur Bessodes à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux de confortement du Canal de Marseille sur le secteur de la Salette 13011 Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire conclue avec Monsieur Bessodes et la Métropole Aix-Marseille-Provence;

**PREAMBULE**

Afin de sécuriser l'approvisionnement en eau brute des communes desservies par la dérivation Camoin-Aubagne du Canal de Marseille (Aubagne, Carnoux, Roquefort-la Bédoule, Cassis, la Ciotat, Ceyreste), la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de réaliser des travaux de confortement du tronçon de la Salette, dans le 11<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille ;

La réalisation de ces travaux de busage du Canal de Marseille nécessitent d'occuper temporairement le terrain de Monsieur Jacques Bessodes, propriétaire de deux parcelles voisines du Canal, pour l'installation de la base de vie du chantier et l'accès à la voirie publique ;

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à Monsieur Bessodes l'autorisation d'occuper les deux parcelles susmentionnées, soit une superficie d'environ 2130 m<sup>2</sup> pendant toute la durée des travaux, estimée à huit mois.

**Reçu au Contrôle de légalité le 30 Mars 2018**

## **CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux de confortement du Canal de Marseille sur le secteur de la Salette, 13011 Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une autorisation d'occupation temporaire sur une emprise de la propriété de Monsieur Bessodes, parcelles 211871 D 0146 et 211871 D 0281, située 63 chemin de la Salette, 13011 Marseille ;
- Qu'à cette fin, une convention portant autorisation d'occupation temporaire conclue avec Monsieur Bessodes ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'occupation temporaire consentie par Monsieur Bessodes à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux de confortement du Canal de Marseille sur le secteur de la Salette à Marseille 13011, pour une durée estimée à huit mois.

### **Article 2 :**

Cette convention est conclue à titre gracieux.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/170/D**

**Approbation de l'avenant n°2 à la convention n°13/1225 relative à l'implantation de conteneurs de récupération de textiles sur le Conseil de Territoire Marseille Provence, avec l'entreprise EBS Le Relais**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention n°13/1225 signée avec EBS Le Relais et notifiée le 29 août 2013 ;
- L'avenant n°1 notifié à l'entreprise EBS Le Relais le 14 septembre 2016.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de signer un avenant n° 2 à la convention passée avec EBS Le Relais afin de prolonger la durée de la convention n° 13/1225 relative à l'implantation de conteneurs de récupération de textiles sur le Conseil de Territoire Marseille Provence, avec l'entreprise EBS Le Relais ;
- Qu'il convient de consentir une occupation du domaine public.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 2, ci-annexé, prolongeant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 la convention conclue avec :

SCOP EBS LE RELAIS NORD-PAS-DE-CALAIS  
ZAL du Possible, Chemin des Dames  
62700 BRUAY LABUISSIERE

Pour l'occupation du domaine public en vue d'une activité de récupération de textiles issus des ménages en points d'apports volontaires, aux conditions prévues dans la convention initiale.

### **Article 2 :**

Les recettes seront constatées sur le budget général Sous politique C310, Nature 70323, Fonction 822.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/175/D**

**Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Bernard Hemery, Carole Thomas-Raquin pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association BIVIP.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1703772 présentée par l'Association Bien Vivre en Provence (ci-après BIVIP) devant le Tribunal administratif de Marseille et tendant à l'annulation de la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde du 21 mars 2008 en ce qu'il a approuvé le plan local d'urbanisme de la commune ;
- La requête n° 1704521 présentée par l'Association BIVIP devant le Tribunal Administratif de Toulon tendant, d'une part, à la suspension de l'exécution de la délibération du 21 mars 2008 dans un délai de 15 jours et sous astreinte de 1 000 euros par jour de retard sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-1 du Code de Justice Administrative et, d'autre part, à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;
- L'ordonnance n° 415001 du 26 octobre 2017 par laquelle le Président de la section du Contentieux du Conseil d'Etat a attribué au Tribunal Administratif de Toulon le jugement de la requête de l'Association BIVIP qui a été enregistrée au greffe du Tribunal administratif de Toulon sous le n° 1704022 ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2018**



- L'ordonnance du 22 décembre 2017 rendue par le juge des référés du Tribunal administratif de Toulon rejetant les conclusions de l'Association BIVIP ;
- Le pourvoi sommaire et le mémoire complémentaire n° 417139 présentés par l'Association BIVIP devant le Conseil d'Etat les 8 et 23 janvier 2018 tendant, d'une part, à l'annulation de l'ordonnance du juge des référés du Tribunal Administratif de Toulon susvisée, d'autre part, réglant l'affaire au fond, à ce qu'il soit fait droit à ses conclusions de première instance et à ce qu'une somme de 4 000 euros soit mise à la charge de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP « Bernard Hémary, Carole Thomas-Raquin » – 9 rue Benjamin Godard – 75116 Paris.

### **Article 2 :**

La prise en charge des honoraires dus à la SCP « Bernard Hémary, Carole Thomas-Raquin » pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/176/D**

**Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Franck Constanza pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux consorts Van Uchelen.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1508053 présentée par Monsieur Hendrikus Van Uchelen et Madame Anna Margrieta Van Uchelen devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision implicite par laquelle le maire de la commune de Bouc-Bel-Air a rejeté leur demande de modification ou de révision du plan local d'urbanisme en vue du classement en zone à urbaniser des parcelles cadastrées section AN n° 84, 85 et 86, d'autre part, à ce qu'il soit enjoint au maire de classer lesdites parcelles en zones à urbaniser et à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la commune de Bouc-Bel-Air sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;
- Le jugement du 20 novembre 2017 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille rejetant les conclusions des consorts Van Uchelen et mettant à leur charge le versement à la commune de Bouc-Bel-Air d'une somme de 1 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;
- La requête n°18MA00279 présentée par les consorts Van Uchelen devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 19 janvier 2018 tendant, d'une part, à l'annulation du jugement susvisé et, d'autre part, à ce qu'il soit fait droit à leurs conclusions de première instance.

**Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2018**

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Franck Constanza ; 27 rue Grignan à Marseille 13006.

### **Article 2 :**

La prise en charge des honoraires dus à Maître Franck Constanza pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/177/D**

**Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Bazin-Cazelles pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Carrillo Claude.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 17MA01704 présentée par Madame Carillo Claude devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 21 juillet 2014 par laquelle le Président de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix l'a affectée au poste de chargée de mission au sein du centre de formation des apprentis, d'autre part, à l'indemnisation des préjudices subis du fait de l'illégalité de la décision du 21 juillet 2014 et des faits de harcèlement moral allégués ;
- Le jugement du 1<sup>er</sup> mars 2017 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille faisant droit aux conclusions d'annulation et rejetant les conclusions indemnitaires de Madame Carillo Claude ;
- La requête n° 17MA01704 présentée par Madame Carillo Claude devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 21 avril 2017 tendant à l'annulation du jugement susvisé en tant qu'il rejette ses conclusions indemnitaires.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Bazin & Cazelles Avocats Associés; 56 rue de Londres – Paris 75008.

### **Article 2 :**

La prise en charge des honoraires dus à la SELARL Bazin & Cazelles Avocats associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**